



Déclaration liminaire CHSCT du 12/07/2018

L'Action Publique 2022 menace l'existence même des CHSCT. Si sa disparition advenait, ce serait une catastrophe pour les agents et pour leur santé. Les représentants CGT du personnel au CHSCT dénoncent cette régression sociale. Le CHSCT permet de nombreuses actions de préventions et de réparations. L'historique du CHSCT 47 en témoigne.

Le 3 mai dernier, le DGAFP (Directeur Général des Agents de la Fonction Publique) a réuni l'ensemble des organisations syndicales représentatives au niveau de la fonction publique pour « refonder le contrat social avec les agents publics ». A cette séance, la question de la disparition des CHSCT était à l'ordre du jour. Le gouvernement actuel entend faire ainsi disparaître les CHSCT à brève échéance. Notre opposition à cette dilution a été unanime. L'enjeu est de taille tant cette instance est au cœur même de la problématique de la santé et de la sécurité des agents : il n'est qu'à lire l'ordre du jour de l'actuelle réunion : validation des travaux au CFP de MARMANDE et discussion sur le plan d'aménagement de l'accueil du SIP d'AGEN.

La suppression des CHSCT s'entend aussi comme un déni de l'investissement et de la technicité de l'ensemble des membres du comité : secrétaire-animateur, Inspecteur Santé et Sécurité au Travail, médecin de prévention, assistant(e) de prévention, représentants du personnel et de la Direction locale. Personne ne peut croire qu'ils auront la même place dans la future nouvelle instance.

Présenter la disparition des CHSCT, comme celle des CAP, instances de défense collective et individuelle des agents, sous le vocable « refonder le contrat social avec les agents publics » avec, comme premier principe, le droit de participation des agents publics (selon l'alinéa 8 du Préambule de la Constitution de 1946, article 9 du statut général des fonctionnaires), représente à nos yeux une véritable provocation.

Comment peut-on croire que la défense collective et individuelle des agents sera ainsi mieux assurée ? On peut réellement s'interroger sur la définition d'un dialogue social. Il est à voir comment, dans notre département, les propositions/demandes des chefs de services et des agents du SIP d'AGEN quant au plan d'aménagement de l'accueil ont été balayées d'un « revers de la main » sous le prétexte fallacieux des restrictions budgétaires. Et que dire des problèmes de volets et de fenêtres du Centre des Finances de VILLENEUVE-SUR-LOT ? Cela fait plus d'un an que le constat est posé pour ce site et, aujourd'hui, la situation s'aggrave, laissant des agents travailler en permanence dans le noir ! On sait trouver de l'argent pour améliorer l'aménagement des bureaux des AFIPA ou pour acheter un véhicule électrique qui ne roule pas/plus !!! Quels droits, quels moyens auront les représentants du personnel dans l'instance qui va se créer pour améliorer la santé et la sécurité des agents ? C'est un leurre de croire que la santé physique et psychique sera prise en compte car, dans cette nouvelle instance, les risques psycho-sociaux vont se retrouver noyés dans un ordre du jour pléthorique.

Car les véritables objectifs de la réforme des instances de dialogue social reposent sur des motivations idéologiques et budgétaires totalement en phase avec Action Publique 2022 : affaiblir les moyens de défense et les droits et garanties des personnels, et réduire les coûts et les moyens de fonctionnement des instances de dialogue social ; il suffit de comparer les derniers budgets annuels du CHSCT 47 pour voir qu'il se réduit comme peau de chagrin...

Aux yeux de nos dirigeants, les fonctionnaires coûtent trop cher, leur santé et leurs conditions de travail aussi !

Les actions du CHSCT 47 ne sont pas à marginaliser et son budget n'est pas un budget bis. Pour la CGT Finances Publiques, il est clair que sa suppression ne sera pas un moyen d'abonder le budget de la Direction, comme celle-ci voudrait le laisser croire. Nous, représentants CGT Finances Publiques 47 entendons continuer nos actions pour la santé et la sécurité de nos collègues et nous le ferons jusqu'au bout de nos possibilités et de nos moyens.